



BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

Document analytique du personnel / Staff analytical paper—2026-19

Dernière mise à jour : 25 mai 2026

La production potentielle au Canada : évaluation de 2026

Alex Chernoff

Département des Analyses de l'économie
canadienne
Banque du Canada
achernoff@bankofcanada.ca

Chris Hajzler

Département des Analyses de l'économie
canadienne
Banque du Canada
chajzler@bankofcanada.ca

Stéphanie Houle

Département des Analyses de l'économie
canadienne
Banque du Canada
shoule@bankofcanada.ca

Gabriella Ruggero

Département des Analyses de l'économie
canadienne
Banque du Canada
gruggero@bankofcanada.ca

Olena Senyuta

Département des Analyses de l'économie
canadienne
Banque du Canada
osenyuta@bankofcanada.ca

Karanbir Sohal

Département des Analyses de l'économie
canadienne
Banque du Canada
ksohal@bankofcanada.ca

Walter Steingress

Département des Analyses de l'économie
canadienne
Banque du Canada
wsteingress@bankofcanada.ca

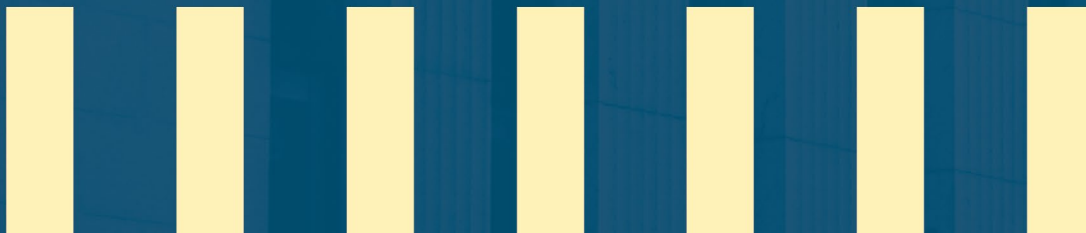
Temel Taskin

Département des Analyses de l'économie
canadienne
Banque du Canada
ttaskin@bankofcanada.ca

Les travaux de recherche du personnel de la Banque du Canada sont produits en toute indépendance du Conseil de direction de l'institution et peuvent étayer ou remettre en question les idées établies. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des autrices et auteurs uniquement; elles ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la Banque et n'engagent aucunement cette dernière.

DOI : <https://doi.org/10.34989/sap-2026-19> | ISSN 3110-9195

© Banque du Canada, 2026



Remerciements

Nous soulignons la contribution d'Edward Booth, Adrienne Gagnon, Gabriela Galassi, Anhelina Havrylyuk, Youngmin Park, Jacob Short et Mariel Yalcolca Maguina à la présente analyse. Nos remerciements vont également à Marc-André Gosselin et Alexander Ueberfeldt pour leurs commentaires et suggestions. Enfin, nous remercions Meredith Fraser-Ohman pour son aide à la rédaction de la version anglaise, ainsi que Maxime Beaudet, Philippe Audet-Cayer et Frédéric Bouchard pour la traduction française.

Résumé

La croissance de la production potentielle devrait passer de 2,3 % en 2025 à 1,2 % en 2026, étant donné le ralentissement de la croissance démographique, les droits de douane américains et l'incertitude liée aux politiques commerciales. Elle devrait par la suite se redresser pour atteindre en moyenne 1,5 % sur la période 2027-2029, à la faveur d'un raffermissement des investissements privés et publics soutenant la productivité tendancielle du travail (PTT). L'adoption progressive de l'intelligence artificielle devrait aussi faire augmenter la croissance de la PTT durant la période de projection. Par rapport au scénario 1 de l'évaluation d'avril 2025, la croissance a été revue à la hausse pour 2025 et revue à la baisse pour la période 2026-2029.

Thèmes de recherche : Politique monétaire – Économie réelle et prévisions; Défis structurels – Démographie et offre de main-d'œuvre; Modèles et outils – Modèles économiques

Codes JEL : E2, E3, E4, E5

Abstract

Growth in potential output is expected to drop from 2.3% in 2025 to 1.2% in 2026 given slowing population growth, US tariffs and trade policy uncertainty. It is then estimated to pick up to an average of 1.5% over 2027–29 as strengthening business and government investment supports trend labour productivity (TLP). Gradual adoption of artificial intelligence is also expected to lift TLP growth over the projection horizon. Relative to Scenario 1 in the April 2025 assessment, growth is revised up in 2025 and revised down over 2026–29.

Research themes: Monetary policy - Real economy and forecasting; Structural challenges - Demographics and labour supply; Models and tools - Economic models

JEL codes: E2, E3, E4, E5

Vue d'ensemble

Le présent document analytique contient l'évaluation de 2026 de la production potentielle au pays, menée par le personnel de la Banque du Canada. La production potentielle devrait croître de 1,4 % en moyenne sur la période 2026–2029. Par rapport au scénario 1 de l'évaluation d'avril 2025 (Abraham et autres, 2025), le niveau de la production potentielle a été revu à la hausse de 1,4 % pour 2025 (**tableau 1**)¹. Ce changement est surtout attribuable aux révisions à la hausse substantielles du produit intérieur brut (PIB) et du stock de capital dans les comptes nationaux du troisième trimestre de 2025.

À court terme, le facteur travail tendanciel (FTT) modéré – en grande partie dû à la faible croissance démographique –, les droits de douane américains et l'incertitude liée aux politiques commerciales pèsent sur la croissance de la production potentielle. Ces forces font plus que contrebalancer l'amélioration de la productivité tendancielle du travail (PTT) découlant de la reprise des investissements, ce qui entraîne un ralentissement en 2026. La croissance de la production potentielle devrait ensuite reprendre graduellement, portée par les gains de productivité générés par l'intelligence artificielle (IA). La croissance des investissements a aussi un apport positif, étant donné l'atténuation des effets des droits de douane américains et de l'incertitude liée aux politiques commerciales, l'assouplissement antérieur de la politique monétaire et les mesures budgétaires visant à stimuler l'investissement privé.

¹ Dans le présent document, les comparaisons avec l'année précédente sont basées sur le [scénario 1](#) du *Rapport sur la politique monétaire d'avril 2025*, qui sert de ronde de contrôle. Ce scénario intègre les effets de l'incertitude élevée entourant les politiques commerciales sur les investissements, ainsi que ceux des taux tarifaires sur l'acier et l'aluminium, plus faibles que les taux actuels, et des contre-mesures tarifaires. En revanche, le scénario 2 supposait des droits de douane généralisés entraînant des répercussions beaucoup plus importantes sur la productivité totale des facteurs tendancielle. Le scénario 1 est le scénario de contrôle le plus approprié, puisque l'hypothèse de droits de douane généralisés du scénario 2 ne s'est pas matérialisée. Pour en savoir plus sur l'évaluation de 2025, voir Abraham et autres (2025).

Tableau 1 : Comparaison des estimations de la production potentielle par rapport à avril 2025

Taux annuels, en pourcentage

	Production potentielle		Révisions du niveau de la production potentielle
	Croissance annuelle	Fourchette de croissance	
2025	2,3 (1,8)	-	1,4
2026	1,2 (1,3)	[0,8-1,6]	1,3
2027	1,3 (1,4)	[0,8-1,8]	1,2
2028	1,5 (1,7)	[1,0-2,0]	1,0
2029	1,8	[1,3-2,3]	-

Nota : Les taux de croissance annuels de la production potentielle estimés en avril 2025 sont indiqués entre parenthèses. La fourchette de la croissance de la production potentielle correspond à l'étendue méthodologique déduite des scénarios de risque présentés dans le **tableau 3**.

Révisions de la production potentielle

Des révisions à la hausse substantielles des données de Statistique Canada sur le PIB et le stock de capital contribuent à des révisions positives de la croissance de la production potentielle des trois dernières années (**graphique 1**, barres bleues). À la fin de 2025, le PIB canadien était 3,2 % plus élevé que ce qui était prévu dans l'évaluation de 2025 (voir note de bas de page 1). Ces révisions ont relevé à la fois les investissements et le niveau de la productivité totale des facteurs (PTF) tendancielle, ce qui indique une plus grande capacité de production dans l'économie que ce qui avait été estimé. Elles ajoutent donc environ 0,4 point de pourcentage à la croissance de la production potentielle pour 2022-2025.

Le niveau plus élevé que prévu d'activité et d'accumulation de capital au cours de la dernière année dénote une vigueur sous-jacente des investissements plus forte qu'on le supposait. Dans la projection, cela se traduit par des investissements prévus des entreprises et un approfondissement du capital plus élevés, ce qui favorise une croissance plus robuste de la production potentielle à moyen terme. Il en résulte une révision à la hausse de la croissance de la production potentielle de 0,2 point de pourcentage par année, en moyenne, pour 2026-2029 (**graphique 1**, barres bleues).

Des perspectives démographiques plus faibles contribuent négativement à la croissance de la production potentielle à raison de 0,2 point de pourcentage par année, en moyenne, pour 2026-2029 (**graphique 1**, barres rouges). Ces perspectives reflètent les

changements à la politique d'immigration du gouvernement fédéral. Plus particulièrement, la diminution de la cible du nombre de permis d'études délivrés aux étudiants étrangers (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2025) entraîne une révision à la baisse des perspectives pour les flux de résidents non permanents. Statistique Canada a par ailleurs revu ses projections démographiques en fonction des cibles d'immigration durablement plus basses annoncées en novembre 2025 et d'un accroissement naturel plus faible de la population. La baisse de l'immigration et du nombre de résidents non permanents se traduit, sur la période de projection, par un profil de distribution plus âgé que dans l'évaluation de 2025. Il en résulte une baisse plus marquée du FTT qui va au-delà des effets du ralentissement démographique, car les cohortes plus âgées tendent à présenter des taux d'emploi tendanciels et un nombre tendanciel moyen d'heures travaillées plus bas.

Depuis l'évaluation de 2025, une année supplémentaire de données indiquant un marché du travail faible a eu un impact négatif sur les estimations du FTT, ce qui pèse sur la croissance de la production potentielle. Environ la moitié du recul du FTT est attribuable au nombre moyen d'heures travaillées, l'autre moitié étant due au taux d'emploi. Ces révisions réduisent la croissance de la production potentielle de 0,2 point de pourcentage par année, en moyenne, pour 2026-2029 (**graphique 1**, barres jaunes).

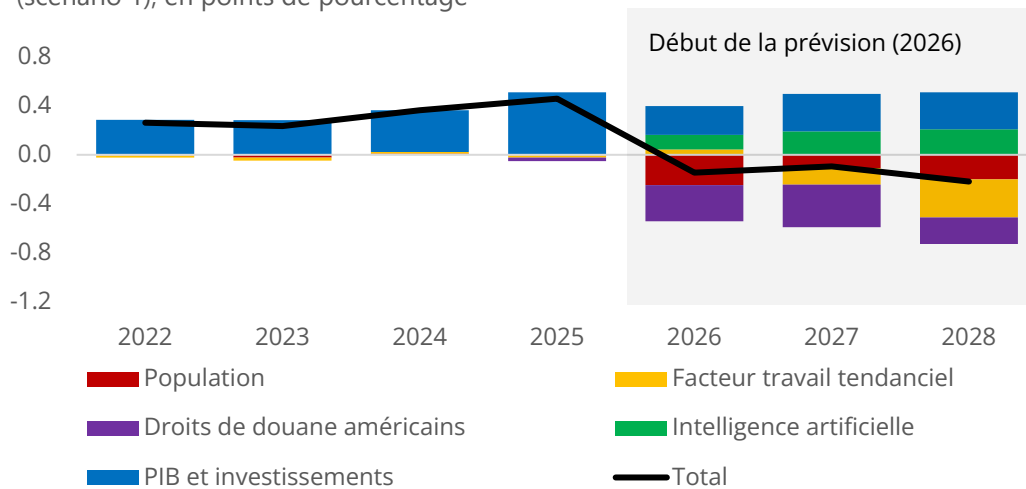
L'adoption de l'IA devrait contribuer positivement à la croissance de la production potentielle par le biais de la PTF. Dans l'évaluation de 2025, la capacité de l'IA à accroître la productivité globale du travail était considérée comme un important risque à la hausse. Cette année, les données témoignant d'un recours accru à l'IA par les entreprises et les travailleurs (Bryan, Sood et Johnston, 2025; Chawla et Arnborg [à paraître]) donnent à penser que ce risque commence à se matérialiser. Le potentiel transformateur de cette technologie demeure très incertain. Selon notre analyse, des gains de productivité liés à l'IA de 0,2 point de pourcentage par année, en moyenne, se veulent une estimation prudente par rapport à d'autres estimations récentes dans la littérature (**encadré 1**). Les gains de productivité liés à l'IA attendus, qui stimulent également les investissements des entreprises, contribuent positivement à la croissance de la production potentielle sur la période de projection (**graphique 1**, barres vertes).

Enfin, les effets supplémentaires des droits de douane par rapport au scénario 1 de l'évaluation de 2025 (voir note de bas de page 1) devraient peser davantage sur la production potentielle durant la période de projection. On s'attend à ce que les droits de douane américains imposés en 2025 fassent baisser la croissance de la production potentielle de 0,2 point de pourcentage, en moyenne, entre 2026 et 2028. Les principaux canaux de transmission de cette baisse induite par les droits de douane sont la

liquidation du capital physique, le déplacement de la main-d'œuvre ainsi que les investissements et l'approfondissement du capital plus faibles dans les secteurs directement touchés par les droits de douane². Le personnel de la Banque estime qu'à leur plus fort, ces pertes réduiront la PTF tendancielle d'environ 0,4 % et que celle-ci s'améliorera par la suite graduellement pour s'établir à un nouveau niveau à long terme (plus bas de 0,1 %). Il suppose en outre que les investissements et l'approfondissement du capital seront plus faibles en réaction aux droits de douane, ce qui aura pour incidence maximale de réduire la PTT d'un autre 0,6 % (**encadré 2** et **graphique 1**, barres violettes).

Graphique 1 : La croissance de la production potentielle est revue à la baisse pour 2026-2029

Total des révisions de la croissance annuelle par rapport aux estimations d'avril 2025 (scénario 1), en points de pourcentage



Sources : Statistique Canada et estimations et projections de la Banque du Canada
Dernières valeurs du graphique : 2028

Dynamique de la croissance de la production potentielle

La production potentielle devrait croître de 1,5 % en moyenne entre 2026 et 2029. Le ralentissement qui s'est amorcé en 2025 devrait atteindre un plancher en 2026, puis la croissance devrait se redresser graduellement, ce qui correspond essentiellement à l'évaluation de l'an dernier. La croissance de la PTT est le principal moteur de cette

² Pour en savoir plus, voir [Encadré 1 : Implications d'une éventuelle guerre commerciale avec les États-Unis sur la production potentielle](#) dans l'évaluation de 2025 (Abraham et autres, 2025).

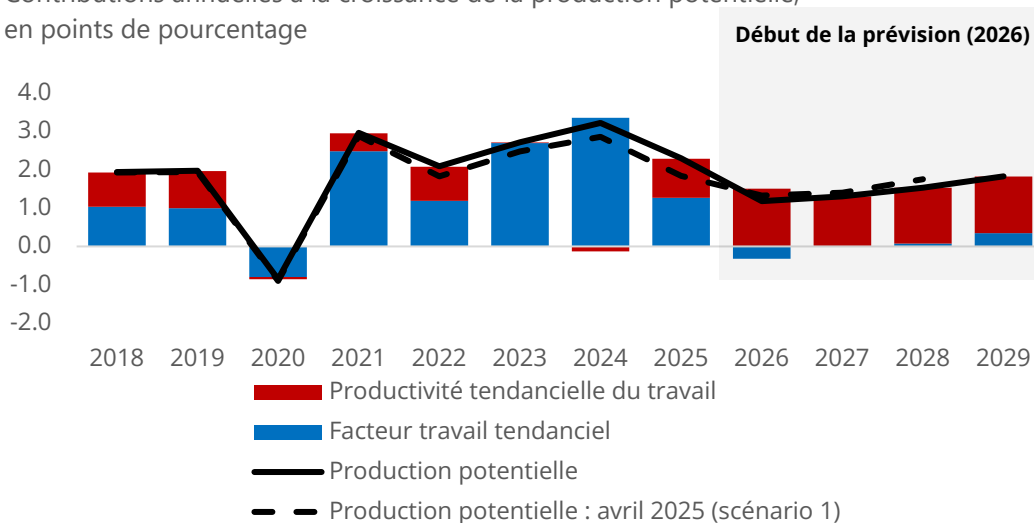
dynamique, tandis que le FTT devrait rester généralement stable après le recul de 2026, en raison de la faible croissance démographique (**graphique 2**).

La croissance de la PTT est surtout alimentée par l’approfondissement du capital, la croissance démographique plus faible ayant pour effet de stimuler le capital par travailleur (**encadré 3**). Elle est aussi soutenue par un profil d’investissement plus robuste, y compris du côté des dépenses d’investissement publiques.

La croissance de la PTF tendancielle apporte une contribution modeste, mais reste faible par rapport aux moyennes d’avant la pandémie. L’impact de l’IA sur la PTF compense certains effets négatifs des droits de douane américains.

Graphique 2 : La croissance projetée de la production potentielle reste pratiquement inchangée depuis l’évaluation d’avril 2025

Contributions annuelles à la croissance de la production potentielle, en points de pourcentage



Sources : Statistique Canada et estimations et projections de la Banque du Canada
Dernières valeurs du graphique : 2029

Productivité tendancielle du travail

La croissance de la PTT était presque nulle en 2023-2024, car la croissance démographique rapide plombait le capital par heure travaillée (**graphique 2**, barres rouges). Le rebond de 2025 reflète un renversement de cette dynamique causé par le ralentissement de la croissance démographique. Les perspectives d’investissement robustes, y compris du côté des dépenses d’investissement publiques, favorisent en outre des gains sur le plan du capital par heure travaillée.

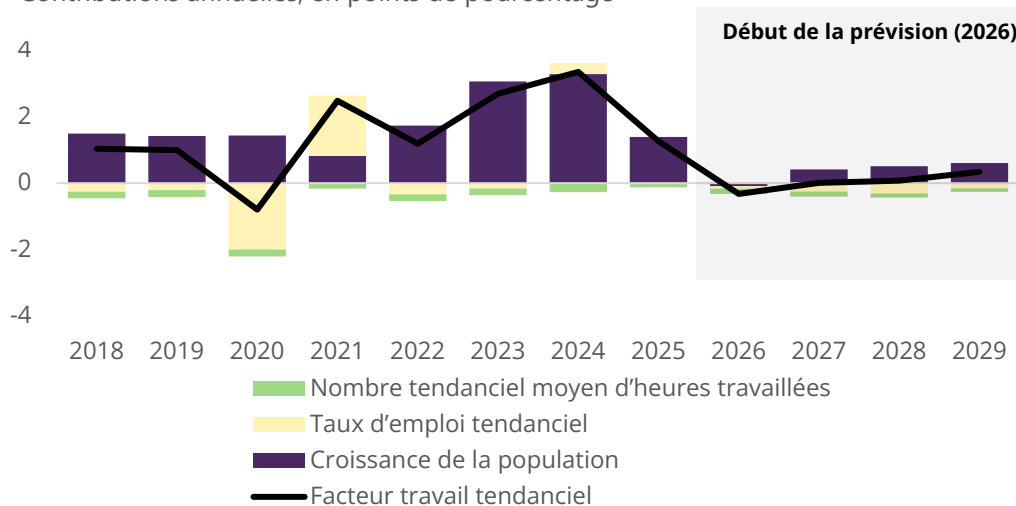
La PTF tendancielle contribue modestement à la croissance durant la période de projection, mais elle reste modérée par rapport aux moyennes d'avant la pandémie. Les gains de productivité liés à l'IA compensent en partie les effets négatifs des droits de douane américains sur la PTF (**encadré 1**). Dans l'ensemble, la PTT devrait ajouter en moyenne 1,4 point de pourcentage à la croissance annuelle de la production potentielle pour 2026-2029.

Facteur travail tendanciel

Après une progression modérée de 1,3 % en 2025, la contribution du FTT à la croissance de la production potentielle devrait continuer de diminuer pour devenir presque nulle au cours de la période 2026-2029. Cette diminution s'explique surtout par le ralentissement attendu de l'afflux de nouveaux arrivants, comme mentionné plus haut. On estime que ce ralentissement fera passer la croissance de la population en âge de travailler de 1,4 % en 2025 à environ 0,4 % en moyenne durant la période 2026-2029 (**graphique 3**). La contribution de la croissance démographique devrait atteindre son plus bas en 2026, puis s'améliorer graduellement, demeurant le principal moteur de croissance du FTT.

Graphique 3 : Les fortes variations de la croissance démographique influent sur la dynamique du facteur travail tendanciel

Contributions annuelles, en points de pourcentage



Sources : Statistique Canada et estimations et projections de la Banque du Canada
Dernières valeurs du graphique : 2029

Le taux d'emploi tendanciel et le nombre tendanciel moyen d'heures travaillées contribuent relativement peu à la croissance du FTT. Après de modestes gains en 2024, la contribution du taux d'emploi tendanciel s'est affaiblie en 2025, compte tenu de la

croissance modérée de l'emploi, en particulier chez les jeunes travailleurs et dans les secteurs touchés par les droits de douane américains. Cette contribution devrait rester faible sur la période de projection, surtout en raison du vieillissement de la population, qui a été le principal moteur de la baisse graduelle du taux d'emploi tendanciel des dernières années. Ces mêmes forces démographiques sous-tendent aussi la contribution négative du nombre tendanciel moyen d'heures travaillées.

Incertitude entourant le scénario de référence

Les perspectives présentées dans la section précédente sont exposées à plusieurs risques importants, et une incertitude notable demeure quant aux estimations de la croissance de la production potentielle. Cette section décrit les principaux risques. Même si leur ampleur varie selon les différents canaux de transmission, les risques entourant le scénario de référence sont jugés globalement équilibrés³.

Croissance démographique

L'évolution démographique récente et la mise en œuvre des politiques d'immigration annoncées précédemment présentent des risques tant à la hausse qu'à la baisse pour les perspectives de croissance démographique. Notre scénario de référence à ce sujet tient compte des effets des mesures publiques, tels qu'estimés par le personnel de la Banque. Les risques entourant ce scénario sont relativement équilibrés :

- Pour ce qui est des risques à la baisse, le nombre de nouveaux arrivants titulaires d'un permis de travail temporaire ou d'études pourrait continuer à se situer en dessous de la fourchette cible établie dans le *Plan des niveaux*

³ Les conséquences de la guerre en cours au Moyen-Orient sont évaluées dans le *Rapport sur la politique monétaire* d'avril 2026 de la Banque ([Point de mire : La guerre au Moyen-Orient – Canaux de transmission et risques pour l'inflation](#)). Dans un scénario indicatif où la hausse des prix de l'énergie persiste, d'importants effets sur l'offre pourraient se manifester par des perturbations du transport et des pénuries d'intrants intermédiaires, lesquelles pourraient se répercuter sur d'autres secteurs des biens et services. Toutefois, même dans ce scénario, l'incidence nette sur l'ensemble de l'activité économique est jugée relativement faible et transitoire, ce qui reflète la position du Canada en tant qu'exportateur net d'énergie. Les répercussions sur la croissance de la production potentielle sont donc limitées, voire nulles.

d'immigration du Canada pour 2026–2028 du gouvernement, comme ç'a été le cas en 2025⁴.

- Pour ce qui est des risques à la hausse, les résidents non permanents pourraient quitter le Canada à un taux inférieur à ce qu'on suppose actuellement, s'ils demandent une prolongation de permis ou un nouveau type de permis, y compris le statut de résident permanent.

D'autres composantes de nos scénarios de risque (immigration, émigration et taux naturel) sont basées sur les projections démographiques de Statistique Canada (Statistique Canada, 2026b) et transposées à notre scénario de référence. Par rapport au scénario de référence, un scénario de forte croissance démographique fait monter la croissance de la production potentielle d'environ 0,2 point de pourcentage en 2026-2029, tandis qu'un scénario de faible croissance démographique la fait baisser de 0,2 point de pourcentage sur la même période (**tableau 2**)⁵.

Adoption de l'intelligence artificielle

L'adoption de l'IA pourrait être plus rapide et améliorer l'efficacité de la main-d'œuvre dans de nombreux métiers dans une plus grande mesure que ce qui est supposé dans notre scénario de référence. L'IA générative se distingue des autres technologies d'application générale par sa capacité à créer de nouveaux contenus par elle-même et sa relative accessibilité. De plus, les capacités de cette technologie continuent d'évoluer rapidement. L'estimation de la hausse de la PTF attribuée à l'IA dans notre scénario de référence se situe au milieu de la fourchette pour les économies avancées (de Munnik et autres, 2026)⁶. Nous recensons les risques suivants en lien avec notre scénario de référence pour l'IA :

- Pour ce qui est des risques à la hausse, l'IA pourrait générer une rentabilité plus élevée que dans le scénario de référence et des économies se rapprochant de la limite supérieure de la fourchette présentée dans Aghion et Bunel (2024)⁷. Par rapport au scénario de référence, cette productivité plus élevée se traduirait par

⁴ Voir les cibles relatives aux résidents temporaires pour 2025 établies par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (2024).

⁵ Voir l'**encadré 3** pour d'autres risques liés à l'immigration pesant sur la PTT.

⁶ Voir l'**encadré 1** pour une description complète l'approche que nous utilisons pour estimer l'incidence de l'IA sur la production potentielle.

⁷ Plus précisément, dans l'équation présentée dans l'**encadré 1**, nous supposons des valeurs plus élevées pour la part des tâches pour lesquelles l'adoption de l'IA est rentable et les économies de coûts liées à l'IA. Nous les établissons à 0,6 et 0,4, respectivement.

une croissance de la production potentielle plus forte de 0,2 point de pourcentage par année.

- Pour ce qui est des risques à la baisse, les travailleurs dans des métiers plus exposés à l'IA pourraient faire face à un risque accru de perte d'emploi et avoir du mal à trouver un nouveau poste, ce qui pourrait laisser des séquelles sur le marché du travail. Galassi, Brouillette et Dahlhaus (à paraître) constatent que le risque de chômage est supérieur de 1,2 point de pourcentage pour les métiers plus exposés à l'IA. Étant donné qu'environ 29 % des métiers au Canada sont exposés à l'IA, nous considérons que la limite supérieure du taux de chômage tendanciel est de 0,3 point de pourcentage. Dans l'ensemble, l'incidence sur la croissance de la production potentielle est d'environ -0,1 point de pourcentage par année.

Effets des droits de douane

Il y a beaucoup d'incertitude quant au moment et à l'ampleur des conséquences des droits de douane américains sur la croissance de la production potentielle. Le personnel de la Banque a envisagé plusieurs scénarios susceptibles d'entraîner des répercussions plus négatives ou plus modérées que dans le scénario de référence.

- Pour ce qui est des risques à la baisse, si la demande américaine s'avérait plus sensible aux droits de douane, les répercussions sur la croissance de la production potentielle pourraient être plus importantes. Cette situation, conjuguée à la diminution du transfert de technologie en raison de la baisse des importations au Canada, pourrait peser sur la PTF tendancielle, ce qui ralentirait la croissance de la production potentielle de 0,2 point de pourcentage sur la période 2026-2028⁸.
- Pour ce qui est des risques à la hausse, les exportations canadiennes pourraient devenir moins sensibles aux droits de douane des États-Unis si d'autres pays étaient confrontés à des droits encore plus élevés sur le marché américain, renforçant partiellement l'avantage concurrentiel du Canada. Dans ce scénario plus optimiste, la croissance de la production potentielle pourrait être 0,1 point de pourcentage plus élevée sur la période 2026-2028.

Ces risques sont résumés dans le **tableau 2**. L'avenir de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) constitue un autre facteur de l'incertitude liée aux échanges commerciaux. Le scénario de référence repose sur l'hypothèse que les droits de douane

⁸ Pour en savoir plus, voir Abraham et autres (2025).

américains resteront aux niveaux actuels et auront un effet négatif persistant sur la production potentielle (**graphique 1**). Étant donné le large éventail de résultats possibles, nous considérons la renégociation de l'ACEUM comme un risque à la baisse qui amplifiera les effets négatifs des droits de douane actuels sur la croissance de la production potentielle. Enfin, l'incidence des droits de douane sur la productivité est aussi sujette à des risques d'ajustement et de débordement plus larges, comme il est mentionné dans l'évaluation de 2025.

Tableau 2 : La fourchette de la croissance de la production potentielle est sujette à des risques supplémentaires

Variation des taux annuels, en pourcentage

Risque	Scénario	2026	2027	2028	2029	Incidence sur le niveau de la croissance d'ici 2030 (%)
Croissance démographique	À la baisse	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,7
	À la hausse	0,1	0,2	0,2	0,2	0,7
Adoption de l'IA	À la baisse	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,4
	À la hausse	0,2	0,2	0,2	0,2	0,8
Effets des droits de douane	À la baisse	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,8
	À la hausse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4
Incertitude globale (additive)	À la baisse	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-1,9
	À la hausse	0,4	0,5	0,5	0,5	1,9

Encadré 1 : Adoption de l'intelligence artificielle et productivité au Canada

Les entreprises ont de plus en plus recours à l'intelligence artificielle (IA) pour améliorer l'efficacité de leur personnel. Les applications de la technologie vont de l'automatisation des tâches administratives courantes à l'utilisation d'outils d'IA pour les robots conversationnels du service à la clientèle et l'analyse prédictive dans la gestion des chaînes d'approvisionnement. Pour quantifier l'incidence sur la productivité totale des facteurs (PTF), nous adaptons le cadre d'Acemoglu (2024), qui montre que les gains moyens découlant de l'IA à l'échelle de l'économie peuvent être considérés comme des économies de coûts de main-d'œuvre moyennes par tâche, pondérées par la fraction des tâches dans l'ensemble de l'économie pour lesquelles il est rentable d'adopter l'IA⁹. Le calcul se fait comme suit :

$$\begin{aligned} \text{Gains de PTF} &= \text{Part des tâches exposées à l'IA dans le PIB (0,29)} \times \text{part des tâches pour lesquelles l'adoption de l'IA est rentable (0,45)} \times \text{économies de coûts liées à l'IA (0,27)} \times \text{part du travail exposé à l'IA (0,57)} = \mathbf{2 \text{ points de pourcentage}} \text{ sur 10 ans} \\ &= \mathbf{0,2 \text{ point de pourcentage}} \text{ par année} \end{aligned}$$

Selon nos hypothèses de référence, l'IA fait augmenter la PTF de 2 points de pourcentage au total sur 10 ans. Ce calcul suppose :

- une part des tâches exposées à l'IA dans le produit intérieur brut (PIB) de 29 %, selon des estimations internes pour le Canada (Galassi, Brouillette et Dahlhaus, à paraître)
- une part des tâches pour lesquelles l'adoption de l'IA est rentable de 45 %, soit le milieu de la fourchette estimée dans la littérature¹⁰
- des économies de coûts de main-d'œuvre de 27 %, ce qui concorde avec Acemoglu (2024)
- une part du revenu du travail exposé à l'IA dans la production à l'échelle de l'économie de 57 %, selon les conclusions de Galassi, Brouillette et Dahlhaus (à paraître)

Nous présumons que les gains sur 10 ans s'accumulent de manière uniforme sur la période de projection, ce qui se traduit par des gains de 0,2 point de pourcentage par année.

Dans l'ensemble, nos estimations des gains de PTF attribuables à l'IA se situent au milieu de la fourchette pour les économies avancées (de Munnik et autres, 2026). Notre estimation quelque peu prudente concorde avec la réaction relativement faible de la productivité au Canada observée

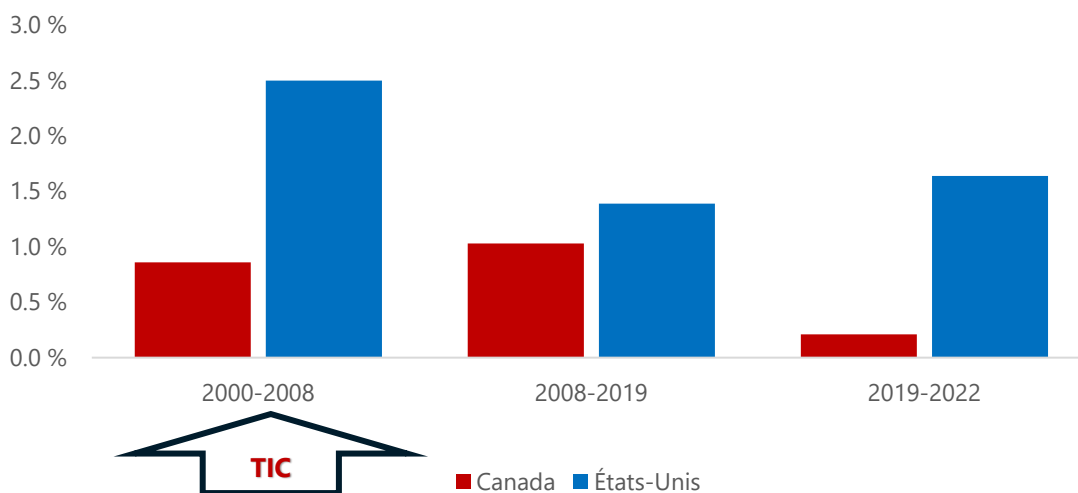
⁹ Mise à jour de l'analyse des risques de l'évaluation de 2025. Pour plus de précisions, voir Abraham et autres (2025).

¹⁰ Acemoglu (2024) utilise une valeur de 0,23 tandis qu'Aghion et Bunel (2024) utilisent une valeur de 0,6.

durant la période de diffusion des technologies de l'information et des communications (TIC), du début au milieu des années 2000. Les gains de productivité du travail au Canada accusaient alors un retard considérable par rapport à ceux enregistrés aux États-Unis (**graphique 1-A**)¹¹. Fait important, il est probable que cet écart reflète non seulement des gains de PTF plus modestes au Canada, mais aussi un approfondissement du capital lié aux TIC et une diffusion de celles-ci moins prononcés au Canada. Pour l'IA, la combinaison de canaux peut différer d'un pays à l'autre parce que certains capitaux complémentaires (p. ex., la puissance de calcul à grande échelle et l'infrastructure des centres de données) peuvent être situés à l'extérieur du Canada, mais soutenir quand même l'adoption de la technologie au pays. Néanmoins, nous supposons que, comme dans le cas des TIC, l'adoption de l'IA se traduira par des gains de productivité plus modestes au Canada qu'aux États-Unis.

Graphique 1-A : Par le passé, la croissance de la productivité totale des facteurs a été plus faible au Canada qu'aux États-Unis

Croissance annuelle moyenne de la productivité dans le secteur des entreprises



Nota : « TIC » désigne les technologies de l'information et des communications. « Sharpe et Sargent (2023) » désigne A. Sharpe et T. Sargent, « Finances of the Nation: The Canadian Productivity Landscape—An Overview », *Revue fiscale canadienne* 71, n° 4 (2023) : 1125-1147.

Source : Sargent et Sharpe (2023)

Dernière observation : 2022

Il est important de noter que ces estimations sont fondées sur les capacités actuelles de l'IA et ne tiennent pas compte des progrès futurs de cette technologie. Par ailleurs, les emplois pourraient finir par être plus complémentaires avec l'IA, ce qui stimulerait la productivité, ou au contraire moins complémentaires avec l'IA, ce qui pourrait laisser des séquelles sur le marché du travail.

¹¹ Nos perspectives prudentes cadrent également avec les travaux récents de Brault et autres (2026), qui soutiennent que, jusqu'à présent, les gains de productivité globale découlant de l'IA dans les économies avancées ont été modérés.

Encadré 2 : Répercussions des droits de douane américains sur la croissance de la production potentielle au Canada

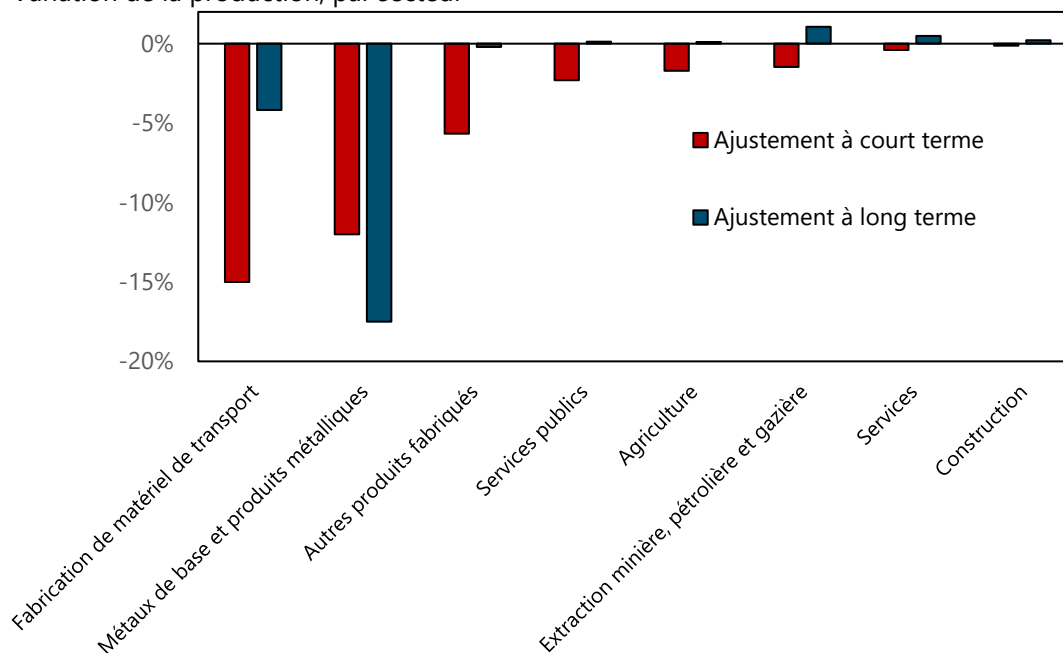
La hausse des droits de douane américains en 2025 devrait peser sur la productivité totale des facteurs (PTF) tendancielle et la croissance de la production potentielle. Dans notre scénario de référence, nous supposons que les droits de douane américains se répercuteront sur la production potentielle canadienne par la voie de pertes d'efficacité associées à des investissements et à un approfondissement du capital plus faibles, et d'une réaffectation sectorielle coûteuse des facteurs de production¹². En 2025, il régnait une grande incertitude quant aux changements tarifaires attendus. Toutefois, l'évaluation de cette année est fondée sur les droits de douane en vigueur ou convenus au 24 avril 2026 (comme expliqué dans le [Rapport sur la politique monétaire d'avril 2026](#)).

En nous appuyant sur les travaux décrits dans Abraham et autres (2025) pour examiner les effets négatifs d'une augmentation permanente des droits de douane (scénario 2), nous affinons nos hypothèses quant aux répercussions sur la PTF. À court terme, les droits de douane font baisser la demande d'exportations canadiennes, ce qui réduit la production dans les industries touchées par ces mesures tarifaires. Les chaînes d'approvisionnement propagent ce déclin aux industries connexes, ce qui a fait diminuer la production dans d'autres secteurs (**graphique 2-A**, barres rouges). Les entreprises réagissent en ajustant graduellement leur capacité de production à une demande qui est durablement plus basse. Il s'ensuit une liquidation du capital et un déplacement de la main-d'œuvre qui génèrent des pertes d'efficacité temporaires mais persistantes (voir l'encadré 1 d'Abraham et autres, 2025 pour plus de détails). À long terme, les prix relatifs s'ajustent et la réaffectation de la main-d'œuvre et du capital est achevée. Les secteurs vers lesquels le capital et la main-d'œuvre se déplacent croissent en recyclant les travailleurs et en remplaçant les vieilles immobilisations dépréciées par de nouveaux investissements. La PTF tendancielle se redresse partiellement, ces gains d'efficacité compensant une partie des pertes dans les secteurs touchés par les droits de douane (**graphique 2-A**, barres bleues). La dynamique implicite des pertes d'efficacité qui se produisent pendant la transition du court terme au long terme est illustrée dans le **graphique 1** (barres violettes).

¹² Pour simuler les répercussions des droits de douane sur le commerce entre les pays, nous utilisons une version du modèle multisectoriel et multipays élaboré par Baqaee et Farhi (2024).

Graphique 2-A : Les droits de douane américains entraînent des réaffectations sectorielles à court et à long terme

Variation de la production, par secteur



Nota : La fabrication de matériel de transport comprend les véhicules et pièces automobiles.
 « Baqaee et Farhi (2024) » désigne D. R. Baqaee et E. Farhi, « Networks, Barriers, and Trade », *Econometrica* 92, n° 2 : 505-541.

Sources : Baqaee et Farhi (2024) et calculs de la Banque du Canada

L'incertitude entourant le moment de ces ajustements et leurs effets sur la production potentielle demeure élevée. En effet, la réactivité de la demande américaine aux droits de douane plus élevés est très incertaine. Certaines études empiriques (p. ex., Lashkaripour, 2021) estiment que les élasticités commerciales pour la fabrication de métaux, l'exploitation minière, pétrolière et gazière ainsi que la foresterie sont relativement élevées par rapport à nos hypothèses, ce qui pourrait impliquer un effet modérateur plus important des droits de douane américains sur la croissance de la production potentielle. Il est aussi possible que les répercussions négatives sur les exportations et la production canadiennes soient moins graves. Pour certaines catégories d'exportations dans lesquelles d'autres pays subissent une augmentation encore plus importante des droits de douane américains que le Canada, un « avantage » tarifaire relatif sur le marché américain pourrait signifier une réponse plus modérée de la demande de produits canadiens que ce que laissent croire les élasticités commerciales passées. De nombreux autres facteurs contribuent également à l'incertitude entourant le rythme et les implications des ajustements

structurels en réponse aux droits de douane. Cependant, pris ensemble, les effets nets de ces autres facteurs sur la croissance sont ambigus et difficiles à quantifier¹³.

Les données économiques récentes, y compris les résultats d'enquêtes, indiquent que les entreprises canadiennes adaptent leurs processus de production en réponse aux droits de douane américains. Les données sur le commerce montrent que les chaînes d'approvisionnement ont commencé à changer, et celles sur le marché du travail font également état d'ajustements (voir Macklem, 2026 pour plus de détails). Selon Statistique Canada (2026a), une part importante des entreprises canadiennes du secteur manufacturier qui ont été sondées ont ressenti les effets négatifs des droits de douane américains sur leurs activités, ont cherché d'autres fournisseurs à l'extérieur des États-Unis et ont augmenté leurs achats au Canada. Ces observations concordent avec les résultats de l'enquête de la Banque du Canada auprès des entreprises, qui indique également que les ventes sur les marchés américains ont diminué (Banque du Canada, 2026).

¹³ Parmi les autres canaux qui pourraient avoir des effets durables (positifs [+] et négatifs [-]) sur la productivité, citons l'attrition disproportionnée des entreprises les moins productives (+), la réduction de la concurrence et de l'échelle opérationnelle parmi les entreprises exportatrices (-), la diffusion réduite des technologies dans un contexte d'augmentation des barrières commerciales (-), ainsi que les efforts de relocalisation et d'externalisation proche de la part des entreprises canadiennes et américaines (+/-).

Encadré 3 : Dynamique de la croissance démographique et productivité au Canada

Edward Booth, Jacob Short et Mariel Yalcolca Maguina

L'afflux sans précédent de résidents non permanents (RNP) au Canada depuis le début de 2022 a entraîné une forte augmentation de la population totale et de la population active. Cet afflux a contribué à ce que le facteur travail tendanciel (FTT) soit d'environ 5 points de pourcentage plus élevé en 2026 que si la population de résidents non permanents était restée constante à son niveau de 2019 (**graphique 3-A**). Il y a deux grandes implications pour la productivité globale du travail. Premièrement, si la population active augmente plus rapidement que l'accumulation du capital, alors le capital par unité de travail se détériore. Deuxièmement, les résidents non permanents sont disproportionnellement plus jeunes, sont moins attachés au marché du travail et gagnent beaucoup moins que les travailleurs nés au Canada (environ 60 % de moins, en moyenne)¹⁴. Ces caractéristiques indiquent un écart de productivité potentiel pour les nouveaux résidents non permanents qui a des répercussions sur la productivité globale en raison de la modification de la composition de la main-d'œuvre.

Pour évaluer les implications pour la productivité du travail, nous isolons la façon dont le produit intérieur brut (PIB) par heure travaillée (tendance) aurait évolué par rapport à la tendance dans un scénario contrefactuel où le bassin de résidents non permanents est le seul facteur qui change au cours de la période. On estime qu'au premier trimestre de 2026, le niveau réel de la productivité du travail avait diminué de 6 points de pourcentage par rapport à sa tendance prépandémique (**graphique 3-B**, ligne rouge pointillée). Quelle part de ce déclin peut s'expliquer par l'afflux migratoire? La réduction du capital par travailleur prise isolément est compatible avec une baisse de la productivité du travail de 1,7 % au premier trimestre de 2026 par rapport à la tendance prépandémique (**graphique 3-B**, ligne bleue pointillée). Cette baisse coïncide avec une diminution de 4,1 % du stock de capital en fonction du nombre tendanciel d'heures travaillées par rapport à un scénario contrefactuel où le bassin de résidents non permanents est constant.

¹⁴ Dans le recensement de 2021, la rémunération moyenne des résidents non permanents était environ 40 % de celle des travailleurs nés au Canada. Cet écart, qui s'explique par les taux d'emploi et le nombre d'heures travaillées plus bas des résidents non permanents, se creuse aux niveaux d'études supérieurs. Pour une analyse plus approfondie de cet écart appuyée par les données de l'Enquête sur la population active, voir Champagne, Poulin-Moore et Long (2025).

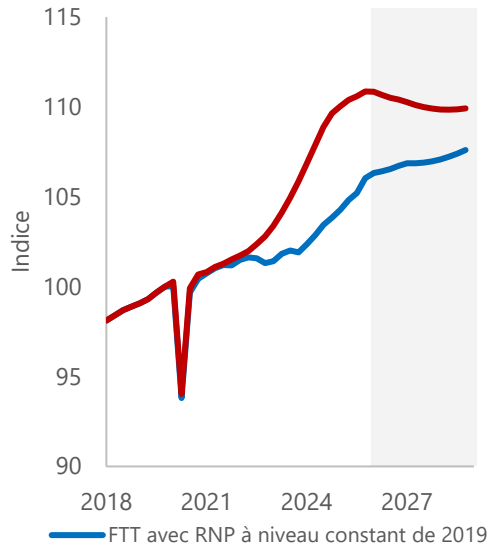
La prise en compte des effets de l'afflux de nouveaux résidents non permanents sur la composition de la main-d'œuvre implique une baisse encore plus marquée de la productivité. Si on suppose que la productivité des nouveaux résidents non permanents ne représente que 40 % de celle du travailleur moyen – ce qui concorde avec les données sur les différences de salaire –, le PIB par heure travaillée (tendance) aurait été 2,6 % plus élevé au premier trimestre de 2026 par rapport aux données réelles (**graphique 3-B**, ligne bleue pleine). Ensemble, les effets sur la composition de la main-d'œuvre et l'affaiblissement du capital en fonction du nombre tendanciel d'heures travaillées peuvent expliquer 70 % de la baisse observée de la productivité du travail durant cette période.

Au cours de la période de projection, le resserrement des politiques d'immigration qui a fortement réduit l'afflux de résidents non permanents va probablement inverser ces effets sur la composition de la main-d'œuvre et entraîner un rattrapage des investissements et des capitaux en fonction du nombre tendanciel d'heures travaillées. La proportion de résidents non permanents dans la population devrait diminuer de près de 2 points de pourcentage d'ici la fin de 2028, ce qui cadre essentiellement avec les cibles d'immigration du gouvernement.

En conséquence, le PIB par heure travaillée (tendance) devrait se redresser progressivement, approchant la tendance pré-pandémique. L'écart entre la productivité du travail prévue à la fin de 2028 et la tendance s'explique en partie par le fait que la population de résidents non permanents ne devrait pas revenir entièrement aux niveaux de 2019. Toutefois, un autre facteur potentiel est l'absence de prévision explicite de la composition des compétences sur le marché du travail dans la projection du personnel. Par conséquent, la croissance de la productivité pourrait se redresser plus rapidement à mesure que la population de résidents non permanents diminuera (comblant l'écart entre la ligne rouge pointillée et la ligne bleue pleine sur la période de projection, **graphique 3-B**). À long terme, tout écart subsistant par rapport à la tendance découlant d'une proportion durablement plus élevée de résidents non permanents devrait se résorber à mesure que ces résidents non permanents deviendront plus attachés au marché du travail et que les nouveaux investissements rétabliront le capital en fonction du nombre tendanciel d'heures travaillées.

Graphique 3-A : Le facteur travail tendanciel est plus élevé avec les flux de résidents non permanents

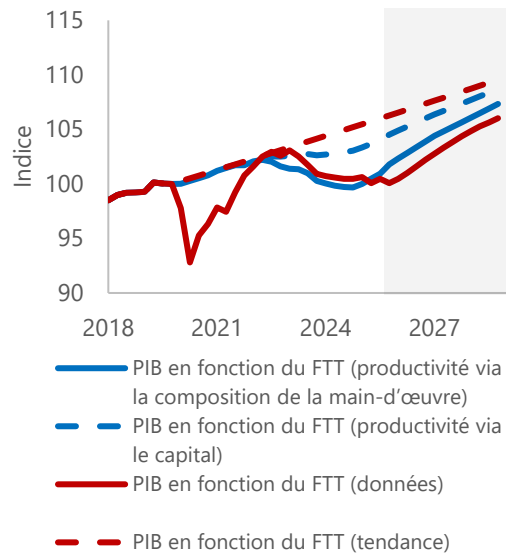
Facteur travail tendanciel (FTT) au Canada, base 100 de l'indice : 2019



Sources : Statistique Canada et estimations et projections de la Banque du Canada
Dernières valeurs du graphique : 2028T4

Graphique 3-B : La productivité est influencée par la composition de la main-d'oeuvre et le capital en fonction du FTT

PIB au Canada par heure travaillée (tendance), base 100 de l'indice : 2019



Sources : Statistique Canada et estimations et projections de la Banque du Canada
Dernières valeurs du graphique : 2028T4

Annexe

Tableau A-1 : Comparaison des estimations de la production potentielle canadienne par rapport à avril 2025

Taux annuels, en pourcentage

	Croissance annuelle	Croissance du facteur travail tendanciel	Croissance de la productivité tendancielle du travail	Révisions du niveau (%)
2025	2,3 (1,8)	1,3 (0,7)	1,0 (1,2)	1,4
2026	1,2 (1,3)	-0,3 (0,2)	1,5 (1,2)	1,3
2027	1,3 (1,4)	0,0 (0,2)	1,3 (1,2)	1,2
2028	1,5 (1,7)	0,1 (0,6)	1,5 (1,1)	1,0
2029	1,8	0,3	1,5	-

Nota : Les taux de croissance annuels de la production potentielle estimés en avril 2025 sont indiqués entre parenthèses.

Références

Abraham, S., D. Brouillette, A. Chernoff, C. Hajzler, S. Houle, M. Kim et T. Taskin. 2025. « La production potentielle au Canada : évaluation de 2025 ». Note analytique du personnel 2025-14 de la Banque du Canada.

Acemoglu, D. 2024. « The Simple Macroeconomics of AI ». Document de travail n° 32487 du National Bureau of Economic Research.

Aghion, P. et S. Bunel. 2024. « AI and Growth: Where Do We Stand? ». Note du personnel de la Banque fédérale de réserve de San Francisco.

Banque du Canada. 2026. [Enquête sur les perspectives des entreprises – Premier trimestre de 2026](#).

Baqaei, D. R. et E. Farhi. 2024. « Networks, Barriers, and Trade ». *Econometrica* 92, n° 2 : 505-541.

Brault, J., M. Haghghi et J. Yang. 2026. « AI Paradox: Promise vs. Reality—What It Means for Monetary Policy ». Document analytique du personnel 2026-4 de la Banque du Canada.

Bryan, V., S. Sood et C. Johnston. 2025. « Analyse de l'utilisation de l'intelligence artificielle par les entreprises au Canada, deuxième trimestre de 2025 ». *Analyse en bref*, publication n° 11-621-M au catalogue de Statistique Canada.

Champagne, J., A. Poulin-Moore et M. Long. 2025. « [The Shift in Canadian Immigration Composition and its Effect on Wages](#) ». Document d'analyse du personnel 2025-8 de la Banque du Canada.

Chawla, C. et C. Arnborg. À paraître. « Survey Evidence on Firm AI Adoption and Its Implications ». Document analytique du personnel de la Banque du Canada.

de Munnik, D., K. Hess, W. Muiruri, T. McCully, F. Noor, S. Obaid, A. Plummer, L. Poirier, A. Reza et J. Schwartz. 2026. « Évaluation de la croissance de la production potentielle mondiale : avril 2026 ». Document analytique du personnel 2026-20 de la Banque du Canada.

Galassi, G., D. Brouillette et T. Dahlhaus. À paraître. « Is AI a Threat to the Canadian Labour Market? ». *Sparks et Bank*, Banque du Canada.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. 2024. *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration, 2024*.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. 2025. *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration, 2025*.

Lashkaripour, A. 2021. « The Cost of a Global Tariff War: A Sufficient Statistics Approach ». *Journal of International Economics* 131 (juillet).

Macklem, T. 2026. « [Changements structurels – Le Canada à la croisée des chemins](#) ». Discours devant l'Empire Club of Canada, Toronto, Ontario, 5 février.

Sharpe, A. et T. Sargent. 2023. « Finances of the Nation: The Canadian Productivity Landscape—An Overview ». *Revue fiscale canadienne* 71, n° 4 : 1125-1147.

Statistique Canada. 2026a. *Enquête canadienne sur la situation des entreprises, premier trimestre de 2026*.

Statistique Canada. 2026b. « [Projections démographiques pour le Canada \(2025 à 2075\), les provinces et les territoires \(2025 à 2050\) : rapport technique sur la méthodologie et les hypothèses](#) ». Publication n° 17-20-003 au catalogue de Statistique Canada.